



CFA·ACT

Canadian Ferry Association • Association canadienne des traversiers

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Les collectivités dépendantes des traversiers seront affectées par le manque de soutien fédéral dans le secteur

Pour diffusion immédiate

Ottawa, le 20 juillet 2020 – L'Association canadienne des traversiers (ACT) avise les collectivités dépendantes des traversiers que le manque de soutien du gouvernement fédéral envers les opérateurs aura une incidence sur la relance économique et sociale après la COVID-19.

Alors que le secteur a joué un rôle important dans le transport des premiers répondants, des voyageurs et des biens essentiels vers les collectivités dépendantes des traversiers pendant la pandémie, il n'a reçu aucun soutien à la suite des récentes mesures d'aide fédérales. Pendant la crise, le secteur sous réglementation fédérale a été encouragé à poursuivre ses activités, même s'il a été confronté à une baisse de revenus importante et à des pertes croissantes. De plus, il doit maintenant faire face à des coûts pour s'adapter à la nouvelle réalité.

« L'Association canadienne des traversiers demande au gouvernement de faire preuve de plus de souplesse et de soutenir un élément crucial de l'infrastructure du transport au Canada », dit Serge Buy, président directeur général de l'ACT.

Les entreprises comme BC Ferries, Owen Sound Transportation Company et la Société des traversiers du Québec ne sont pas admissibles à la Subvention salariale d'urgence du Canada. Alors qu'une infime partie entièrement privée du secteur est admissible au financement, d'autres entreprises font face à des refus. Par exemple, les traversiers de la rivière des Outaouais n'y sont pas admissibles en raison de leur incapacité à utiliser l'année 2019 comme une année de comparaison des revenus à cause des inondations.

D'autres mesures, dont le transfert de 19 milliards de dollars récemment annoncé pour d'autres provinces, peuvent soutenir certains traversiers dont les activités font partie de l'infrastructure de transport municipal, mais la grande majorité du secteur est ignorée, encore une fois.

« Ce manque de soutien du secteur des traversiers divise les collectivités au Canada en deux : celles qui utilisent le transport urbain dans les grandes municipalités et celles qui dépendent d'autres moyens de transport comme les traversiers », dit M. Buy.

L'ACT poursuivra ses discussions avec le gouvernement fédéral pour s'assurer que la contribution du secteur aux efforts à l'échelle nationale pendant la pandémie et la relance soient correctement reconnues et soutenues financièrement.

Le secteur évalue ses pertes à plus de 450 millions de dollars. L'incidence sur les collectivités dépendantes des traversiers peut comprendre une réduction des services, des retards de renouvellement de la flotte, des annulations de projets d'infrastructure à terre et des retards dans la mise en œuvre de projets d'énergie verte.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Serge Buy, président directeur général de l'ACT à l'adresse sbuy@canadianferry.ca ou composer le 613 720-1777.

À PROPOS DE L'ACT

En 2019, les traversiers au Canada ont transporté environ 55 millions de passagers, 22 millions de véhicules et des milliards de dollars de marchandises au sein des collectivités à travers le pays, des centres urbains aux régions éloignées.

L'Association canadienne des traversiers représente le secteur et ses membres sont issus de huit gouvernements provinciaux, de grandes municipalités urbaines, des collectivités des Premières Nations, de sociétés d'État et d'entreprises privées (comme BC Ferries).